

Transcription de l'interview de Romano Prodi (Bologne, 15 octobre 2012)

Légende: Transcription de l'interview de Romano Prodi, président du Conseil italien de 1996 à 1998 et de 2006 à 2008 et président de la Commission européenne de 1999 à 2004, réalisée par le Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE) le 15 octobre 2012 à Bologne. Conduit par Renaud Dehousse, professeur des universités et titulaire de la chaire Jean Monnet de droit communautaire et d'études politiques européennes à Sciences Po (Paris), directeur du Centre d'études européennes, l'entretien porte particulièrement sur les aspects suivants de la vie de Tommaso Padoa-Schioppa: sa personnalité, sa stature de grand commis de l'État et son action en tant que ministre de l'Économie et des Finances de 2006 à 2008.

Source: Interview de Romano Prodi / ROMANO PRODI, Renaud Dehousse, prise de vue: Alexandre Germain.- Bologne: CVCE [Prod.], 15.10.2012. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:28:40, Couleur, Son original).

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/transcription_de_l_interview_de_romano_prodi_bologne_15_octobre_2012-fr-1e3a85b8-ef69-4956-9b2c-ce84fb9aea31.html

Date de dernière mise à jour: 19/12/2016



Transcription de l'interview de Romano Prodi (Bologne, 15 octobre 2012)

Table des matières

I. Tommaso Padoa-Schioppa: un grand commis de l'État.....	1
II. Tommaso Padoa-Schioppa et son action au ministère italien de l'Économie et des Finances.....	3
III. Tommaso Padoa-Schioppa et sa vision de l'Europe.....	5

I. Tommaso Padoa-Schioppa: un grand commis de l'État

[**Renaud Dehousse**] Bon, monsieur le Président, avant tout, je voudrais vous remercier...

[**Romano Prodi**] Non...

[**Renaud Dehousse**] ... de nous avoir accueillis.

[**Romano Prodi**] C'est moi qui vous remercie, parce que pour moi Tommaso a été quelqu'un d'important dans ma vie, de très important.

[**Renaud Dehousse**] Je commencerai peut-être par une question un peu plus personnelle concernant, je dirais, votre première rencontre: quand avez-vous eu l'occasion de faire sa connaissance, comment se présente-t-il d'abord dans votre souvenir?

[**Romano Prodi**] Il m'est impossible de m'en souvenir, parce que nous nous connaissions depuis toujours, n'est-ce pas. Quand... Je veux dire, il avait ce poste à la Banque d'Italie, c'était un économiste. À l'époque, nos premières rencontres étaient essentiellement professionnelles. On se voyait dans ces réunions où il ne s'agissait pas tant de rencontres que des hasards du placement autour de la table. Mais ensuite nous avons engagé un échange, d'abord intellectuel plutôt que d'amitié, n'est-ce pas, et puis c'est devenu peu à peu un rapport d'amitié aussi, je dirais de profonde amitié, parce que nous ne parlions pas que de monnaie, loin de là. Nous parlions de la vie, de la mort, nous parlions aussi de la foi, nous parlions de l'évolution de la société moderne. Tant de discours sur la déliquescence de la démocratie. Tant et tant, oui. Évidemment, la première partie, qui était plus professionnelle, c'était: Padoa-Schioppa, Banque d'Italie, moi, économiste. Dans le même pays on se croise souvent, et les problèmes étaient ceux du budget, du développement et, surtout, toujours plus, le problème que nous allions prendre par la suite à bras-le-corps au gouvernement, celui de l'ajustement budgétaire. C'est-à-dire comment harmoniser une rigueur nécessaire avec la croissance. Voilà, c'est... mais cela, ç'a été un processus ultérieur, en somme. La connaissance, c'est la connaissance que l'on noue dans les colloques et les réunions avec un grand commis de l'État, où interviennent des économistes de tous horizons. Du reste, dans cette phase, j'intervenais moi-même assez peu, parce que j'écoutais surtout, parce que je suis un économiste appliqué, un économiste industriel, et donc j'allais chez Padoa-Schioppa plus pour apprendre que pour interagir.

[**Renaud Dehousse**] D'accord. Et pour revenir à cette figure du grand commis que vous venez d'évoquer, il me semble que Padoa-Schioppa soit vraiment, d'une certaine manière, peut-être l'une des personnalités les plus représentatives de ce type de personnalité dans le système italien des, je dirais des vingt, trente dernières années.

[**Romano Prodi**] Selon moi, oui, mais attention, ce n'est pas un commis de l'État comme les autres. Dans la structure italienne, le commis de l'État est un organisateur de pouvoir, n'est-ce pas. C'est un organisateur de pouvoir et un interprète de lois complexes. Nous avons beaucoup restreint le rôle du commis de l'État. Padoa-Schioppa était un commis inventif, si je puis me permettre ce qualificatif qui n'est pas usuel dans ce contexte, parce que c'était un commis qui proposait. Entendons-nous. C'est ce que devrait faire tout commis de l'État, n'est-ce pas.

[**Renaud Dehousse**] Nous sommes d'accord.

[**Romano Prodi**] Avec le responsable politique qui prend ensuite sa décision, après avoir évalué les différentes propositions. Mais je dirais qu'il a été l'un des très rares commis émetteurs de propositions, parce qu'il pouvait le faire, parce qu'il avait de grandes connaissances techniques et des liens au niveau international qui lui donnaient l'assurance nécessaire. Parce qu'il savait tout des dernières évolutions de l'université américaine ou de l'administration américaine en la matière, ou encore des autres pays européens. Et puis, cette inventivité s'unissait chez lui à une véritable sensibilité politique. Cela dit, c'était moins vrai les derniers temps, surtout quand il lançait des boutades comme celle sur les jeunes qui restent trop longtemps chez leurs parents ou celle sur la «beauté de l'impôt». On lui a alors collé une étiquette de responsable politique «peu raffiné». Lui qui était d'un raffinement extrême! Il a dit ces choses parce qu'il sentait ce devoir qui est à l'intersection du grand commis et du responsable politique, le devoir d'éveiller les consciences, n'est-ce pas. Voilà. Pour en revenir à l'aspect du grand commis, l'école de la Banque d'Italie lui a naturellement été très profitable, parce que c'était une école qui, à la différence des autres, s'alimentait beaucoup à l'extérieur. Et donc finalement elle habitait à une grande liberté. Elle habitait à disposer de paquets d'options, des options, disons-le ainsi, toutes également dignes, ayant toutes absolument la même dignité, parmi lesquelles on pouvait faire son choix, n'est-ce pas. Le grand commis italien, plus corseté en revanche, a fondamentalement une espèce de voie de sortie obligée: voici les lois, voici les comportements qu'il faut suivre, voici les rapports de force que nous devons concilier. C'est un exécutant. Padoa-Schioppa, grand commis, fidèle à l'État, jamais un exécutant.

[**Renaud Dehousse**] Non, non. Il y a plusieurs interventions de sa part qui ont été véritablement des moments, je dirais, d'invention politique. On pense naturellement, en particulier, à son rôle au moment du rapport du comité Delors, dont il a véritablement été l'un des principaux artisans.

[**Romano Prodi**] Bien entendu. Il a eu... Je veux dire, on peut dire que, dans la préhistoire de l'euro, dans la partie fondatrice en somme, il a eu, il avait les intuitions les plus brillantes. Il a aussi écrit les articles les plus inspirés, si vous voulez. Et... mais, je le répète, à ce moment-là, son lecteur n'était pas un interlocuteur.

[**Renaud Dehousse**] Je comprends. Alors, si je ne me trompe pas, c'est votre gouvernement qui a proposé Padoa-Schioppa comme directeur de la Banque centrale au tout début, au moment du lancement de la monnaie unique.

[**Romano Prodi**] Oui, c'était un choix assez naturel en définitive, n'est-ce pas. Et je crois que... Non, je ne crois pas, non. Personne n'a rien dit. Tommaso était un de ces hommes qui, difficilement... parce qu'aussi, entendons-nous, il a été, parce que c'était commode, n'est-ce pas, il a été... ils ont essayé de le cataloguer comme un technicien, n'est-ce pas, alors qu'au contraire, il était très généreux. Par exemple, s'il fallait, que sais-je, tenir une réunion, pas une réunion de très haut niveau, mais avec des jeunes qui souhaitaient le rencontrer, il se dépensait toujours sans compter. Voilà. Donc...

[**Renaud Dehousse**] Non, non, bien sûr, c'était un homme engagé, sur le plan humain.

[**Romano Prodi**] Engagé. Oui, engagé, c'est le mot juste, engagé.

[**Renaud Dehousse**] D'accord.

[**Romano Prodi**] Parce que, voyez-vous, il y a le technicien qui devient responsable politique parce que le pouvoir le happe, n'est-ce pas. Et il y a au contraire l'homme qui passe pour un technicien, mais qui est déjà un homme politique parce qu'il est mû par une passion intérieure. C'est ce qu'était Tommaso.

[**Renaud Dehousse**] Oui, la passion pour la *res publica* est vraiment ce qui... une de ses caractéristiques principales, il me semble, en effet.

II. Tommaso Padoa-Schioppa et son action au ministère italien de l'Économie et des Finances

[**Renaud Dehousse**] Vous avez été à la tête du gouvernement qui a dû, je dirais presque, traîner l'Italie vers la monnaie unique, ce qui n'était pas une tâche facile. En repensant à ces années-là, vous n'éprouvez pas quelque regret devant cette discipline stricte imposée par l'Union européenne pour aboutir à ce résultat?

[**Romano Prodi**] Mais, des regrets, j'en ai eu au moment même de la mise en place de l'euro. Quand j'ai fait cet entretien que j'ai payé très cher, où j'ai dit que le pacte de stabilité était stupide – mais je ne l'ai pas fait par tempérament révolutionnaire, parce que je ne le suis pas, mais parce qu'il était tellement clair que l'on ne peut pas poser, je dirais, des barrières purement arithmétiques dans une union monétaire qui, par nature, exige de très profondes adaptations, n'est-ce pas, de très profondes adaptations parce que les circonstances peuvent être les plus étranges qui soient. C'était justement parce que je sentais bien le problème. C'est si vrai que je me souviens, en discutant avec Kohl, de lui avoir demandé: «Qu'est-ce qui se passera si un tremblement de terre détruit le Luxembourg?», n'est-ce pas. Ce qui était, bien sûr, une hypothèse parfaitement absurde, puisque le Luxembourg n'est pas situé sur une zone sismique. Mais je voulais dire par là, en tant qu'économiste, parce que c'était mon devoir: «Attention, parce que dans une zone monétaire unique, dans une monnaie unique, il n'existe pas de règles arithmétiques. Il faut une politique harmonisée.» Je dois dire aussi, malgré tout, que la réponse du chancelier allemand et aussi de Chirac était assez réaliste, parce que Kohl me disait: «Mais j'ai fait un tel effort pour construire l'euro», parce que les Allemands n'en voulaient pas, n'est-ce pas, «tu ne peux pas réclamer maintenant un nouvel effort pour tout de suite. Ce n'est pas réaliste. Mais il est clair que nous nous préparons à travailler sur une longue période, au cours de laquelle nous allons mettre les barrières, les garde-fous, les règles qui sont nécessaires». Et en ce sens, il n'était pas inconscient de faire l'euro sans ces barrières, parce qu'il était évident qu'elles seraient mises en place. Tout le monde les considérait comme nécessaires, n'est-ce pas. Même si, je le répète, le fait de l'avoir dénoncé aussi brutalement m'a coûté cher. Mais ensuite, qu'est-il arrivé? Il est arrivé ce que Padoa-Schioppa justement ne cessait de dénoncer jour après jour. Je veux dire que l'Europe de la peur est arrivée: peur des immigrés, peur de la Chine, peur de la mondialisation. Qu'est-ce qu'a apporté l'Europe de la peur? Les populismes et la mauvaise réaction des gouvernants consistant à dire: «Mais alors, avec tout cela, pas question de regarder à long terme, nous allons seulement penser à demain ou même à aujourd'hui.» Et donc, sa dénonciation permanente, obsessionnelle, du court-termisme, vient justement du fait qu'il voyait que – et nous en avons tant parlé ensemble –, pour renouer avec la politique que nous avions tous très clairement à l'esprit à la naissance de l'euro et qui avait été interrompue par l'Europe de la peur, il fallait adopter une vision à long terme, et non pas à court terme. Autrement dit, ce n'est pas aux élections en Rhénanie-du-Nord - Westphalie qu'il faut penser, mais à l'avenir de nos enfants. Mais attention que, lorsque Tommaso dénonçait le court-termisme, et nous avons eu là-dessus pas mal de conversations, l'été – parce qu'on se retrouvait vers la mi-août, n'est-ce pas, c'était un peu étrange, nous nous promenions dans la Basse-Émilie, près du Pô, parce qu'il avait travaillé à Carpi la première année. Après son diplôme, il était parti travailler dans une bonneterie. Ça, les gens ne le savent pas. Et alors nous allions ensemble à Carpi, à Correggio. Et c'était très amusant, parce qu'au tournant du 15 août, tout le monde nous regardait comme des animaux bizarres. Et nos conversations tournaient précisément autour du grand commis qui connaissait les temps et les modalités de la politique, et de l'homme politique passionné qui souffrait de cette régression de la démocratie. Qu'allait-il advenir de tout cela? Ce n'était pas du tout un problème purement italien, n'est-ce pas. Il était particulièrement exacerbé en Italie.

[**Renaud Dehousse**] C'est juste.

[**Romano Prodi**] Particulièrement exacerbé en Italie, mais c'était le problème de toutes les démocraties occidentales. Prenons garde de ne pas le réduire à un problème «provincial».

[**Renaud Dehousse**] Non. Non, non. C'était quelque chose de très répandu.

[**Romano Prodi**] Même si nos causeries se déroulaient en province!

[**Renaud Dehousse**] On sait que, plus tard, vous l'avez appelé au gouvernement, ce qui pour lui était une activité nouvelle, justement, au sens où elle était ouvertement politique. Je me souviens d'avoir eu plusieurs conversations avec lui alors que cette échéance approchait, et il était un peu préoccupé, pas effrayé, parce que cette tâche ne lui faisait pas du tout peur, mais il me disait: «Pour moi, c'est un défi d'un genre totalement nouveau.» Et, bien sûr, j'ai surtout en mémoire une discussion où il m'a confié: «Pour moi, par exemple, aller m'exprimer dans un talk-show à la télévision le dimanche après-midi, je ne sais pas si je pourrai le faire, si je réussirai à le faire. L'objet même, la *res publica*, sous l'angle technique et politique, oui. Mais l'aspect “communication politique”, c'est vraiment quelque chose que je ne suis pas sûr de savoir faire.»

[**Romano Prodi**] Eh bien oui. Non, non, vous avez raison, parce que nous avons tellement parlé de ça, lui et moi. Cela le préoccupait, surtout parce que – non, aussi parce que, disons, pas surtout, aussi parce que – vous ne devez pas oublier que son arrivée au ministère a été précédée de tant de polémiques, de tant de médiatisation. C'est-à-dire, il devait logiquement être le prochain gouverneur de la Banque d'Italie, il a été bloqué par un veto spécifique de Berlusconi, n'est-ce pas. Donc, l'appeler... Il savait très bien que sa venue au gouvernement l'exposerait à un très fort tir de barrage, disons-le ainsi, de la part de l'opposition. Une opposition qui, soit dit entre parenthèses, possédait pratiquement tous les médias du pays. Donc, au fait qu'il n'avait pas l'habitude de ce monde venait encore s'ajouter – nous en avons tant parlé ensemble – ce jeu de massacre qu'ils pratiquaient sur lui. Rappelez-vous, par exemple, et c'était précisément, je l'ai relu parce que c'était intéressant, quand il a dit: «C'est beau de payer l'impôt», n'est-ce pas, c'était un rappel à l'éthique, n'est-ce pas. Quand je l'ai relu maintenant, quand je l'ai réécouté, c'était très beau. Objectivement, il dit: «Attention, le citoyen doit se sentir fier d'aider la communauté au sein de laquelle il vit.» Ils se sont moqués de lui comme si c'était un crétin, n'est-ce pas. On l'a massacré. Eh oui, c'était comme ça dans ce pays! Le pays *est* comme ça! Et je peux vous l'assurer aussi par ma propre expérience. Donc, Tommaso n'avait pas l'habitude de cela, mais après il s'y est fait, n'est-ce pas. En fait, nous avons beaucoup regretté tous les deux que notre expérience se soit terminée. Justement parce que la mise en condition avait été extrêmement dure. N'oublions pas que le gouvernement a été battu, vous avez vu comment il a pris fin, au moment où nous avions bouclé le budget, qui était déjà un budget de relance. Autrement dit, rigueur puis relance, nous les avons combinées, n'est-ce pas. Et cela se passait en décembre. On s'était dit, je m'en souviens bien: «eh bien, maintenant, pendant quelques mois, cela devrait aller assez bien.» Et puis il y a eu cette énorme opération destinée à nous éliminer, et là, il a été impossible de continuer à gouverner. Mais déjà... Oh, n'oublions pas que le déficit était passé de 120 à 103. Autrement dit, on avait réalisé la plus belle opération... 103,1... la plus belle opération d'assainissement qu'il ait été possible de faire. Et ce budget avait engagé la relance. Donc, après la bataille extrêmement dure que nous avons livrée, on commençait à sentir, à notre avis, une petite phase de reprise, le début en tout cas d'une reprise. Mais bref, la politique est venue se mettre en travers.

III. Tommaso Padoa-Schioppa et sa vision de l'Europe

[**Renaud Dehousse**] Oui, dans cette période, en effet, vous rappelez à juste titre que cela a été une période très difficile, notamment parce que le gouvernement ne disposait que d'une majorité exiguë au Parlement. Sur un plan plus personnel, je dirais, comment le voyiez-vous, Padoa-Schioppa, dans sa nouvelle charge?

[**Romano Prodi**] Eh bien, il est clair qu'au début, y compris dans nos conversations, on pouvait penser qu'il pouvait y avoir parfois une certaine ingénuité, n'est-ce pas. Mais c'était justement sa force,

après tout. Le problème, c'est que nos forces de gouvernement étaient étirées à la limite de la rupture. Notre majorité au sénat ne tenait qu'à deux ou trois sénateurs, et cela peut très bien fonctionner, entendons-nous, si ce n'est que, dans une coalition de tant de partis, aucun n'était assez fort, vu que la majorité n'était que de deux voix, pour pouvoir d'une manière ou d'une autre conditionner la vie du gouvernement. Et cela m'obligeait à livrer une bataille quotidienne. Puis, comme ça arrive souvent, comme je l'ai dit tout à l'heure, quand les choses ont commencé à aller mieux... Vlan, le coup est arrivé. Mais cela n'a pas vraiment à voir avec Tommaso Padoa-Schioppa, c'est plutôt moi et un peu l'histoire de mes deux gouvernements qui sommes concernés, n'est-ce pas. Mon premier gouvernement a certainement été mis entre parenthèses parce qu'il marchait trop bien. Dans le second, nous étions constamment sur le fil du rasoir, mais le premier avait une belle majorité, une majorité confortable. Et le système politique italien supportait mal qu'un outsider dans le second gouvernement, deux outsiders au fond, finissent par pouvoir jouer un rôle aussi important dans la politique future. La seconde fois, par contre, il était très facile de se mettre en crise.

[Renaud Dehousse] Oui, oui, en effet. Je voudrais finir en évoquant un autre aspect très important de la vie de Tommaso Padoa-Schioppa, à savoir son européanisme, qui pour lui était vraiment un aspect central de son activité, parce que, quoi qu'il fit, il était toujours très attentif, je dirais, à la dimension européenne de la question.

[Romano Prodi] Mais parce que pour lui, l'Europe n'était pas du tout un fait technique, n'est-ce pas. L'Europe était... Mais ça, c'est le sens de l'histoire. Le sens de l'histoire qu'une personne avec une carrière comme la sienne, finalement, est beaucoup plus libre de discerner et d'interpréter, n'est-ce pas. Quelqu'un qui connaissait très bien l'Amérique, qui comprenait notre potentiel européen et la force de notre potentiel européen. Et justement, son obsession était de savoir comment l'organiser, comment organiser cette Europe pour qu'elle ait un avenir, n'est-ce pas. Et, bien entendu, il n'était pas bloqué par des problèmes de parti. Et donc il parvenait, avec ses capacités techniques, avec ses connaissances sur ce qui se passait dans le monde, il parvenait à donner des perspectives qui étaient vraiment des perspectives à long terme. Nous avons, je me souviens, passé notre vie à parler ensemble des étapes qu'il fallait accomplir pour l'achèvement final, y compris de la défense européenne qui, théoriquement, n'avait aucun rapport avec la vie de Padoa-Schioppa ou la mienne, entendons-nous, mais c'est surtout – voyez l'euro – la façon dont c'était vécu – les gens disent: «Pff! Ils ont fait d'abord la monnaie parce que c'est l'Europe des banquiers», c'est complètement stupide, n'est-ce pas, cette objection. On discutait du traité de Westphalie, comment l'État moderne se fonde sur la monnaie, et donc comment – sur la monnaie et sur l'armée, n'est-ce pas – et donc comment le fait d'avoir européanisé un pilier de l'État allait entraîner un profond changement dans la nature de l'État. Par conséquent, l'Europe était toujours perçue non comme un fait technique, mais comme un fait du cœur, autrement dit, dans le sens de l'histoire. Et c'est le message que nous sommes en train de perdre, n'est-ce pas.

[Renaud Dehousse] Oui.

[Romano Prodi] C'est le message que nous sommes en train de perdre. Le prix Nobel nous donne un petit coup de pouce...

[Renaud Dehousse] Absolument!

[Romano Prodi] ...même si tant de gens ont bêtement ironisé à ce sujet. Ne pas comprendre que c'était simplement le rappel de soixante ans de paix. Il faut avoir à l'esprit qu'il ne s'agit pas d'un projet à court terme, c'est un pari que nous faisons pour nos enfants et nos petits-enfants.

[Renaud Dehousse] Exactement. Et pour l'avenir!

[Romano Prodi] Pour l'avenir.

[Renaud Dehousse] Enfin, dernière question, vous soulignez à juste titre le caractère politique de l'union monétaire, qui n'est pas simplement un europrojet technique, mais...

[Romano Prodi] Oui, mais il s'y joignait une parfaite connaissance technique, d'où tout le soin

apporté à la question du comportement des banques, au problème de leurs réserves, au problème... Ce n'était pas un visionnaire sans troupes.

[**Renaud Dehousse**] Non, non, sans aucun doute.

[**Romano Prodi**] C'était un visionnaire avec toute une armée!

[**Renaud Dehousse**] C'est juste! Et n'était-ce pas aussi une manière, ce, je dirais ce passage par l'Europe, d'essayer d'encourager l'Italie sur la voie des réformes, parce qu'au fond c'était aussi cela, l'euro, un levier qui a...

[**Romano Prodi**] Oui, c'est toujours ce dont il a été question, implicitement. C'est-à-dire, pour un pays comme l'Italie... C'était ma raison profonde d'entrer dans l'euro, n'est-ce pas. Beaucoup me disent: «Bah! Tu l'as fait par orgueil?» Soyons sérieux, un pays qui pratiquait la dévaluation permanente, comment voulez-vous... Je disais à nos amis allemands l'autre jour, lors d'un hommage à Kohl avec la chancelière allemande: «Songez que, quand j'ai commencé ma carrière universitaire – et c'était à la même époque que Tommaso, la carrière de Tommaso, n'est-ce pas –, il fallait 145 lires pour un deutsche mark. Quand nous avons signé avec Kohl, il en fallait 990.» Alors, comment pouvait-on penser, avec une dépréciation de 600 % en trente-cinq ans environ, que le pays était sain? Que l'économie était saine? Et puis, l'euro était aussi un signe de moralité. De la moralité d'un pays. Et de la robustesse d'un système industriel. Voilà, c'est ainsi que nous l'avons toujours conçu et, selon moi, à la fin, malgré tous les mauvais moments que traverse l'Europe, on est en train de le retrouver, ce signe, plus par peur que... mais la peur est un sentiment fort.

[**Renaud Dehousse**] Oui, oui, elle nous contraint à agir. Parfait, je vous remercie, monsieur le Président.

[**Romano Prodi**] Non, c'est moi qui vous remercie, parce que le souvenir de Tommaso, je le porte constamment en moi.

[**Renaud Dehousse**] Merci.